



La pandémie de COVID-19 révèle des failles dans les structures économiques, sociales et politiques de nombreux pays.

COVID-19 et ESG : repérer les failles avant le séisme

Les données ESG d'un pays peuvent-elles nous aider à identifier des lacunes potentiellement dangereuses et à évaluer son niveau de préparation aux crises ?

Le coronavirus bouleverse de nombreux pays jusque dans leurs fondements. Mais la plupart des faiblesses structurelles aggravées par la crise étaient déjà visibles dans les données relatives à la performance ESG de ces pays. Un examen plus approfondi révèle une corrélation frappante entre les scores ESG et l'efficacité dans la gestion de la crise. Étonnamment, des scores élevés pour le système de santé n'ont pas été un indicateur satisfaisant de la capacité réelle d'un pays à faire face à la situation, preuve qu'il n'existe pas d'indicateurs magiques ayant un pouvoir prédictif complet. Les données doivent être analysées dans leur globalité et de manière exhaustive pour que des tendances se dégagent et que leurs véritables origines soient identifiées.

Article
Destiné aux investisseurs professionnels
04/2020

Max Schieler, Senior SI Country Analyst

Il existe néanmoins une forte corrélation entre les indicateurs institutionnels et de gouvernance d'un pays et sa capacité à faire face à la crise. Ces indicateurs permettent d'expliquer les réussites et les échecs surprenants de nombreux pays dans leur lutte contre le COVID-19. Mais il ne faut pas confondre gouvernance rigoureuse et gouvernance absolue : les régimes autoritaires n'ont pas mieux réussi que les démocraties occidentales à combattre et contrôler la propagation et les répercussions du coronavirus.



Pour les investisseurs, les implications sont claires : si les données ESG peuvent fournir des informations sur une pandémie mondiale, elles peuvent également constituer un outil puissant pour comprendre et limiter le risque géopolitique et le risque pays dans un portefeuille d'investissement. Et comme l'ont largement démontré les récents événements cette année (et l'année passée), les risques sociétaux et géopolitiques peuvent être considérables et destructeurs tant pour les pays que pour les entreprises et les portefeuilles.

« La pandémie de COVID-19 révèle de profondes failles dans les structures économiques, sociales et politiques de nombreux pays »

Si la crise du coronavirus semble ralentir dans certains des premiers foyers, sa propagation se poursuit de plus belle dans d'autres parties du monde, avec des conséquences économiques tout aussi dévastatrices. Par ailleurs, la menace d'une deuxième vague n'est pas écartée et la situation reste très instable. Il est encore trop tôt pour évaluer précisément le nombre total de victimes, les conséquences économiques et leurs répercussions potentielles sur la stabilité financière mondiale, et a fortiori pour en tirer des conclusions claires et instructives. Et pourtant, il est évident que certains pays ont mieux réussi que d'autres à combattre le COVID-19. En effet, de premiers indicateurs démontrent que l'évaluation ESG d'un pays peut fournir un éclairage utile quant à son aptitude à gérer efficacement la crise et les chemins possibles vers une reprise économique.

La pandémie de COVID-19 révèle les profondes failles dans les structures économiques, sociales et politiques de nombreux pays, en particulier ceux les plus touchés par la crise. Un examen plus approfondi des profils ESG des pays révèle que ces failles étaient déjà manifestes dans les données ESG. Des corrélations frappantes apparaissent également entre les performances ESG des pays et leur capacité à contenir le virus, à réduire l'impact économique et à en atténuer les conséquences sociales et politiques.

« La "force G" d'un pays fournit des indications précieuses pour essayer d'évaluer sa capacité à faire face à la pandémie et son potentiel pour surmonter cette crise. »

Si la pandémie actuelle a démarré comme un risque de santé publique apparemment limité aux facteurs liés à la santé et au bien-être (dimensions sociales des données ESG), elle a rapidement et violemment contaminé et paralysé la macroéconomie au sens large. Cette crise impactant à présent l'économie, les marchés financiers, le paysage géopolitique et la société, il apparaît désormais évident que le profil ESG d'un pays devrait occuper une place essentielle dans les considérations et les décisions relatives aux investissements.

Les données ESG des pays ne donnent pas seulement une lecture de la dimension sociale de ces pays, mais aussi de leur gouvernance (le « G » de ESG). Et, comme nous le montre la crise du coronavirus, la « force G » d'un pays fournit des indications précieuses pour essayer d'évaluer sa capacité à faire face à la pandémie et son potentiel pour surmonter cette crise.

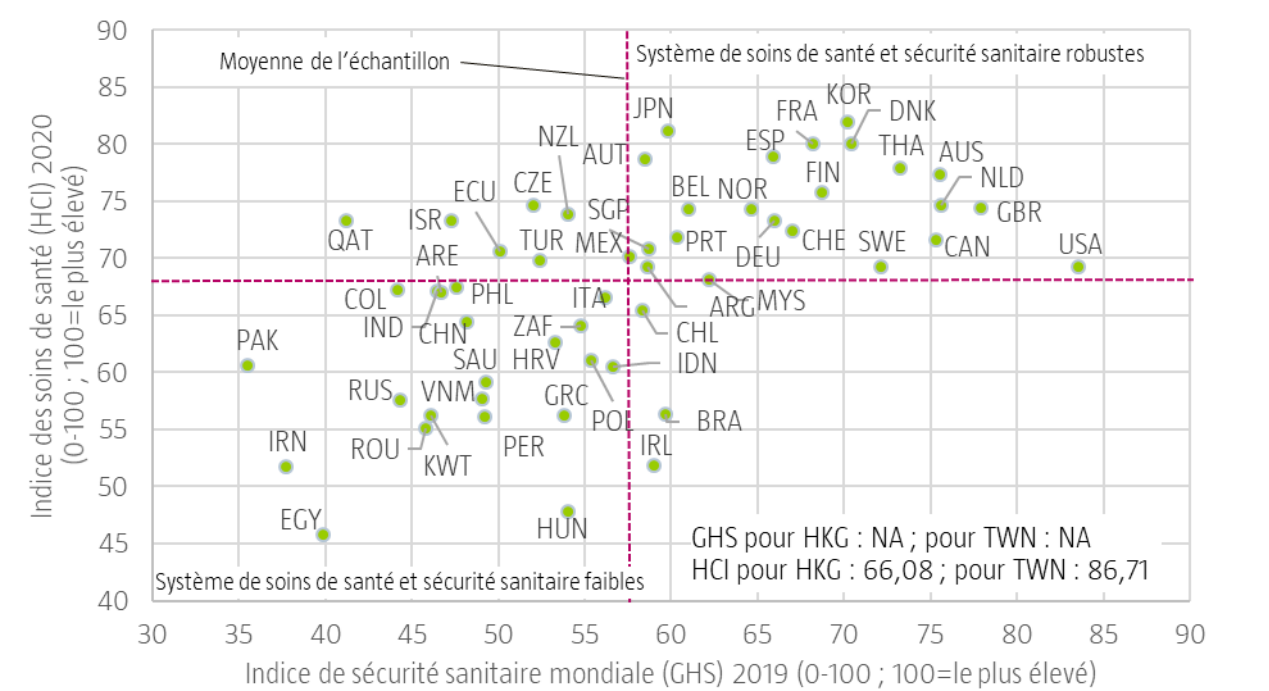
Les origines des pandémies et les solutions pour y faire face sont loin d'être unidimensionnelles

Bien que la santé et les systèmes de santé soient à l'épicentre, la crise révèle des fractures plus profondes dans d'autres dimensions ESG. La pandémie de COVID-19 nous rappelle brutalement l'importance fondamentale d'un système de santé publique solide et largement accessible. Mais une bonne santé physique n'est qu'une condition préalable à l'épanouissement d'un individu, d'une population, et à sa réussite sur le plan économique. D'autres facteurs relevant de la dimension sociale, comme la démographie, les conditions de vie, l'éducation et les perspectives d'avenir, bref le capital humain, sont également essentiels. Pour qu'une économie soit prospère et stable, les êtres humains qui la composent doivent vivre dans des conditions satisfaisantes et un environnement sain afin de pouvoir apporter une force de travail présentant de bons niveaux de qualification et de productivité. Il est donc impératif que ce type d'indicateurs sociaux soient adéquatement pris en compte dans le profil de développement durable d'un pays.

« Bien que la santé et les systèmes de santé soient à l'épicentre, la crise révèle des fractures plus profondes dans d'autres dimensions ESG »

De plus, il peut être dangereusement trompeur de se concentrer uniquement sur des indicateurs ESG pris isolément, comme l'ont prouvé les événements récents. Par exemple, le fait de tenir compte des seules variables relatives au système de santé ne suffit pas pour juger de l'état de préparation d'un pays face à la menace de cette pandémie. L'examen des chiffres actuels relatifs aux cas confirmés de COVID-19 et leur comparaison avec l'illustration 1 montrent que les pays les mieux classés selon les principaux indicateurs sur les systèmes de santé figurent parmi les principaux foyers de cette pandémie, notamment les États-Unis, l'Espagne, l'Italie et la France.

Illustration 1 | Sécurité sanitaire et qualité des soins de santé dans une sélection de pays

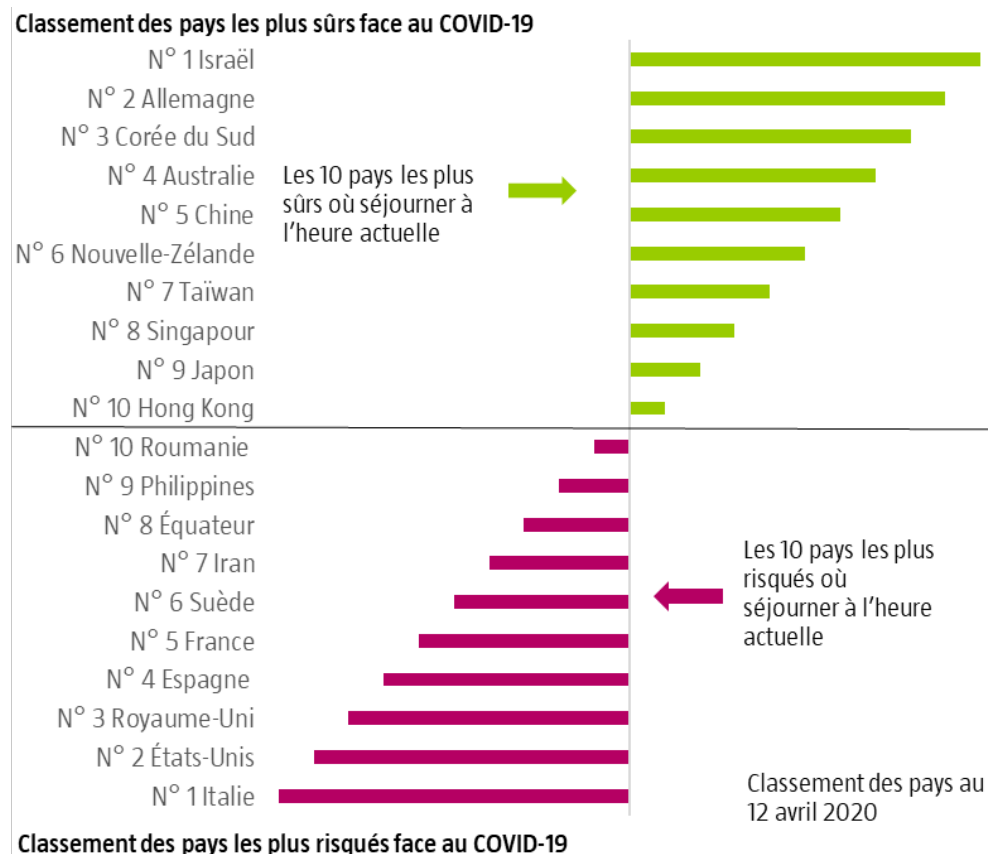


L'indice GHS (Global Health Security) classe les pays les mieux préparés à une pandémie.
L'indice HCI (Health Care Index) est une estimation de la qualité globale du système de santé.

Sources : Nuclear Threat Initiative, John Hopkins Center for Health Security, EIU ; Numbeo - Indice Health Care Index par pays

Il est devenu évident que lorsqu'une maladie infectieuse frappe avec une telle force, même les systèmes de santé les plus avancés peuvent être débordés si d'autres conditions (mesurées dans d'autres dimensions ESG) n'ont pas été remplies. Dans les pays les plus durement touchés, la propagation de la maladie aurait pu être plus efficacement contenue si des mesures rapides et décisives avaient été prises dès le début. L'illustration 2 donne une première indication des pays ayant le mieux géré la crise du coronavirus jusqu'à présent.

Illustration 2 | COVID-19 : classement des pays les plus sûrs et les plus risqués

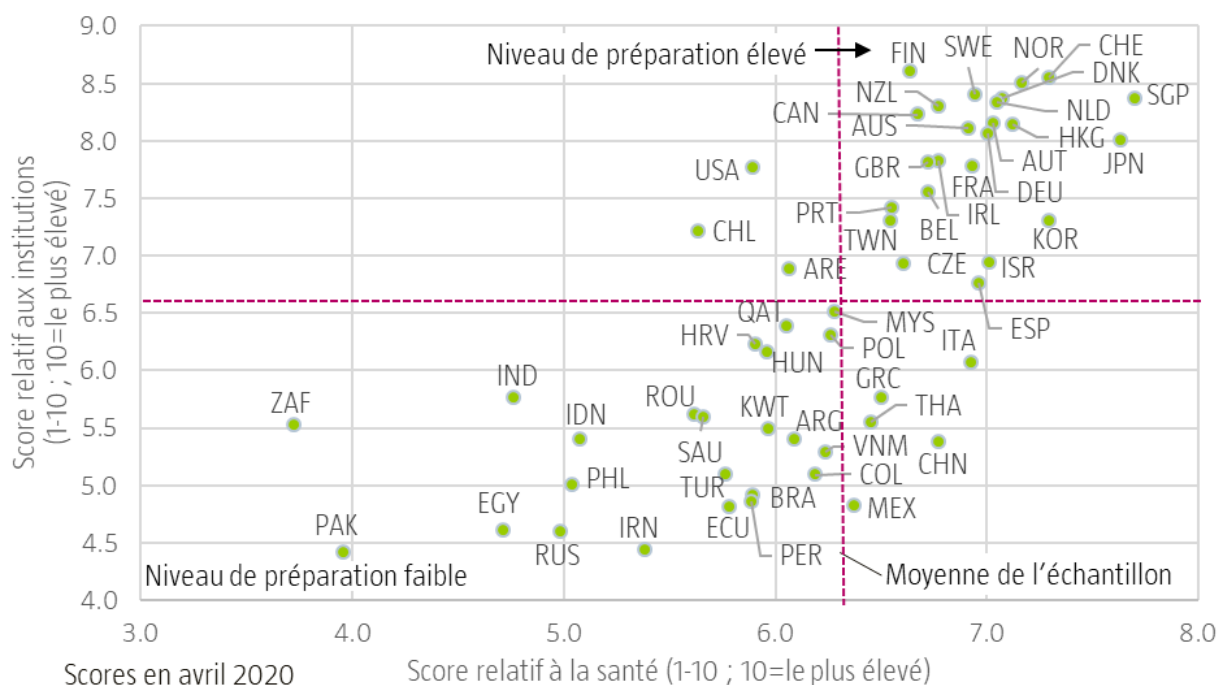


Ce classement repose sur la grille DKG qui utilise des données brutes provenant de plusieurs sources publiques concernant 72 paramètres et vise à évaluer le niveau de sécurité et de risque des pays face au COVID-19 et à ses répercussions économiques, politiques et sociales. Le rang de chaque pays peut changer assez fréquemment car ce classement est constamment mis à jour.

Source : Deep Knowledge Group

Il est surprenant de constater que les scores d'un pays en matière de gouvernance et d'institutions (voir l'illustration 3) sont jusqu'à présent de meilleurs indicateurs de sa capacité à gérer avec succès la crise du coronavirus, que ses scores en matière de système de santé et de sécurité sanitaire (illustration 1).

Illustration 3 | Niveau de préparation à une pandémie d'une sélection de pays



Le score relatif aux institutions est basé sur les données fournies par le Worldwide Governance Indicators et le Fragile States Index ; le score relatif à la santé est basé sur le score du pilier santé du Prosperity Index ; ces deux scores font partie du cadre d'analyse ESG des pays de RobecoSAM.

Sources : Fund for Peace, Banque mondiale, RobecoSAM

Pour en revenir à l'épicentre sanitaire de cette crise, le succès de la politique de santé publique mise en place pour contenir la propagation du virus, soigner les malades et renforcer l'immunité collective jouera également un rôle décisif pour maîtriser la gravité et la durée de la récession économique imminente qui s'ensuivra.

De puissants réseaux institutionnels formels et informels sont essentiels

La crise du COVID-19 a clairement démontré qu'une réponse efficace à une pandémie reposait sur un cadre institutionnel robuste et performant. Des institutions publiques solides, un équilibre des pouvoirs satisfaisant, une administration publique compétente, des groupes de défense efficaces et une société civile dynamique sont essentiels pour garantir d'une part la représentation et l'équité entre les citoyens et d'autre part la légitimité des dirigeants. En outre, ces institutions sociétales servent également à soutenir et à garantir la stabilité de la société lorsque les autorités gouvernementales sont surchargées. Ce n'est pas une coïncidence si la plupart des pays les plus gravement touchés présentent des faiblesses sur plusieurs aspects institutionnels ou de gouvernance générale, qui se reflètent dans des scores plus faibles pour les indicateurs portant sur le cadre institutionnel (voir l'illustration 3 ci-dessus).

Sans surprise, l'épidémie de COVID-19 aux États-Unis a littéralement explosé. Contrairement à d'autres, l'administration Trump a non seulement échoué à prendre des mesures rapides, mais elle a également fait obstacle en adoptant une position de déni et de mépris des preuves scientifiques, tout en rejetant les premières alertes de responsables de la santé et d'autres experts. Les attaques récurrentes de Donald Trump à l'encontre des institutions nationales et internationales depuis sa prise de pouvoir se reflètent déjà dans la baisse des scores obtenus par les États-Unis sur plusieurs indicateurs de gouvernance. Le leadership erratique du président américain, empreint d'indifférence au départ, puis de belligérance et d'impatience, a également affecté les relations de travail de son administration avec les gouverneurs des États et les autres acteurs des secteurs public et privé pendant cette crise.

« Ce n'est pas une coïncidence si les pays gravement touchés présentent des faiblesses qui se reflètent dans leurs scores pour différents indicateurs de gouvernance »

Ailleurs, des dirigeants politiques ont adopté des positions tout aussi complaisantes. Encore aujourd'hui, les présidents populistes brésilien et mexicain, Jair Bolsonaro et Andres Manuel Lopez Obrador, minimisent la menace du coronavirus et exposent leur pays à une menace dévastatrice.

La lutte contre le COVID-19 : Les régimes autoritaires ont-ils un avantage ?

Alors que plusieurs grandes démocraties sont en proie à de graves difficultés, un débat a émergé sur la prétendue suprématie des régimes autoritaires dans la gestion de cette crise. Toutefois, un premier coup d'œil sur la situation à ce jour montre que les gouvernements tant autoritaires que démocratiques apportent des réponses variées et obtiennent des résultats inégaux face à la pandémie de COVID-19. Rien ne prouve qu'un quelconque type de régime politique ait systématiquement fait mieux que les autres.

La réponse de la Chine, désastreuse au départ, a finalement été ciblée et convaincante, tandis que l'Iran, un autre État autoritaire, s'en sort encore très mal. Indépendamment de la véracité du nombre de cas et de décès officiellement signalés, les méthodes utilisées par ces deux pays pour faire face à la crise ont suscité des controverses en matière de respect des droits humains.

« Les gouvernements tant autoritaires que démocratiques apportent des réponses variées et obtiennent des résultats inégaux face à la pandémie de COVID-19 »

D'autre part, des démocraties solides telles que la Corée du Sud, Taïwan et le Japon ont obtenu des résultats probants en comparaison, avec des signes tangibles prouvant qu'elles parvenaient à contenir et à limiter la propagation du virus. En revanche, les États-Unis et de nombreux pays européens ont tardé à reconnaître la véritable ampleur de la menace que représentait le COVID-19 et n'ont donc pas réagi suffisamment rapidement ni assez vigoureusement (voir l'illustration 2). Ils ont ainsi vu le nombre de cas augmenter considérablement et ont été contraints d'adopter des mesures de confinement nettement plus strictes.

Cette première évaluation des résultats obtenus par les différents régimes politiques n'englobe pas encore les autocraties les plus pauvres et les démocraties des pays émergents (par exemple, le Brésil, l'Inde et la Russie). La plupart de ces pays semblent n'en être qu'aux premiers stades de la crise et n'ont pas encore véritablement subi tous les effets de ce virus.

La crise du coronavirus porte-t-elle également atteinte à la démocratie ?

La crise actuelle du COVID-19 a fait clairement apparaître qu'une réponse efficace à une pandémie repose sur un cadre institutionnel solide, un capital humain dynamique, des niveaux élevés de cohésion sociale et, en particulier, un réseau efficace d'institutions, d'alliances et de partenariats entre les secteurs public et privé. Ces éléments sont non seulement fortement corrélés à la capacité à juguler la pandémie, mais ils sont également des facteurs pris en compte dans les données ESG des pays. Qui plus est, la puissance de ces mêmes facteurs sera tout aussi importante pour surmonter les inévitables difficultés économiques à venir, pour assurer une reprise durable et pour préserver la stabilité sociopolitique.

Il est vrai que la crise du coronavirus a également entraîné des changements considérables, touchant pratiquement tous les aspects de la vie quotidienne, car de nombreux pays ont été contraints d'utiliser des mesures draconiennes pour ralentir le taux de contagion, de maladie et de létalité au sein de la population. En effet, pour établir leur approche face à cette pandémie, les gouvernements démocratiques ont souvent dû emprunter une voie étroite et périlleuse, entre l'application de mesures drastiques et efficaces, d'une part, et le respect des libertés civiles et individuelles, d'autre part. À cet égard, les gouvernements de nombreuses démocraties occidentales ont eu plus de mal à trouver un équilibre satisfaisant que des pays où la démocratie revêt des formes plus autoritaires comme la Corée du Sud, Singapour et Taïwan.

« Les régimes autoritaires profitent de la crise du coronavirus pour resserrer leur emprise sur leur territoire et pour promouvoir leur modèle politique à l'étranger »

D'autre part, il est également avéré que les régimes autoritaires profitent de la crise du coronavirus pour resserrer leur emprise sur leur territoire et pour promouvoir leur modèle politique à l'étranger. La Chine et la Russie en sont les principaux exemples (mais il en existe d'autres). En Hongrie également, le Premier ministre Victor Orban dispose depuis peu d'un pouvoir extraordinaire qui lui permet de gouverner par décret personnel et de suspendre les principes de la démocratie parlementaire pour des périodes indéterminées. Et ce n'est là qu'un exemple de la manière dont les dirigeants autoritaires pourraient exploiter la crise du coronavirus pour miner davantage la démocratie et consolider leur pouvoir. Ces évolutions et d'autres encore ne font que renforcer la montée déjà préoccupante de l'autoritarisme dans le monde, une tendance qui a déjà été observée et qui se reflète dans les indicateurs correspondants de notre cadre d'analyse ESG des pays.

Conclusion

L'existence d'institutions solides est indispensable pour permettre à un gouvernement d'agir rapidement et efficacement. Ce sont également ces institutions qui détermineront dans quelle mesure un pays pourra faire face aux conséquences économiques et sociales d'une crise. Par ailleurs, l'évaluation du profil ESG d'un pays est aussi un outil précieux pour obtenir des informations sur sa résilience et sa capacité à faire face aux pandémies et à leurs répercussions.

Il a fallu une crise d'une ampleur phénoménale pour que le monde prenne conscience de ce qui était déjà partiellement visible dans les données ESG des pays. Il nous reste à espérer que, si la portée et l'intensité du premier séisme et de ses répliques nous laissent profondément blessés, elles nous sensibilisent aussi aux premiers signaux d'alerte qui peuvent permettre d'éviter de prendre de tels risques dans le futur. Une avancée qui serait précieuse pour les citoyens, les pays et les investisseurs.

Contact

Pour plus d'informations, rendez-vous sur :
www.robecosam.com

Disclaimer

Absence de garantie – Le présent document a été élaboré à partir de sources dont le contenu est présumé exact et fiable. Cependant, ni leur exactitude ni leur exhaustivité ne sauraient être garanties. Les données et informations contenues dans le présent document sont fournies « en l'état » et ne comportent aucune garantie, expresse ou implicite. RobecoSAM AG, ses sociétés liées, ses sociétés affiliées et ses filiales excluent toutes garanties, expresses ou implicites, incluant sans s'y limiter, des garanties implicites de qualité marchande ou d'adéquation à un usage particulier. Les opinions et points de vue exprimés dans le présent document reflètent l'avis de leurs auteurs au moment où il a été rédigé et sont susceptibles d'être modifiés sans préavis. Il incombe à chaque lecteur d'évaluer l'exactitude, l'exhaustivité et la pertinence des opinions, conseils, services et autres informations fournis dans le présent document.

Limitation de responsabilité – Les informations contenues dans le présent document ne sauraient être considérées comme un conseil ou un avis juridique, comptable ou professionnel relatif à des faits ou sujets spécifiques de la part des auteurs, des éditeurs et des distributeurs. Par conséquent, ces derniers déclinent toute responsabilité en relation avec leur utilisation. RobecoSAM AG, ses sociétés liées, ses sociétés affiliées et ses filiales ne sauraient en aucun cas être tenues responsables des dommages directs, indirects, spéciaux, accessoires ou consécutifs causés par l'utilisation des opinions ou informations exprimées dans le présent document de manière expresse ou implicite.

Propriété intellectuelle – Sauf mention contraire, les textes, les images et la mise en page du présent document sont la propriété exclusive de RobecoSAM AG, de ses sociétés liées, de ses sociétés affiliées et/ou de ses filiales. Il est interdit de les reproduire ou de les distribuer, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite de RobecoSAM AG, de ses sociétés liées, de ses sociétés affiliées ou de ses filiales.

Absence d'offre – Les informations et opinions contenues dans le présent document ne constituent ni une invitation, ni une recommandation, ni une offre en vue de l'achat ou de la vente d'instruments d'investissement, service financier ou d'autres services ou de la conclusion de tout autre type de transaction. Les informations présentées dans le présent document ne sont pas destinées aux ressortissants des juridictions où la communication de ces informations constituerait une infraction à la loi ou à la réglementation locale.

© 2020 RobecoSAM AG